

Dans le prolongement des précédentes enquêtes, la Fep-CFDT a voulu recueillir l'avis des enseignants sur l'impact de la mise en place des secondes professionnelles par familles de métiers déjà ouvertes dans les lycées professionnels ainsi que sur la mise en place de nouvelles familles de métiers aux rentrées 2020 et 2021.

### **Secondes professionnelles par familles de métiers déjà ouvertes**

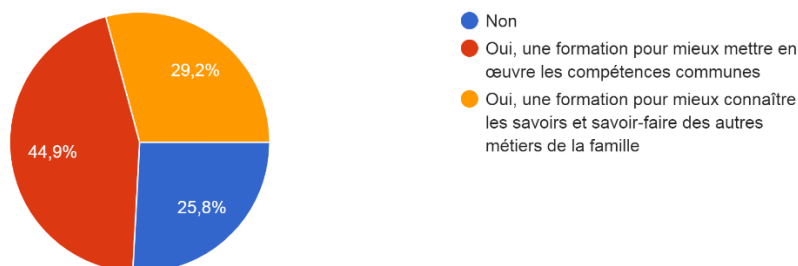
Le panel d'enseignants ayant répondu à l'enquête se répartit de la manière suivante : la majorité enseigne dans les métiers de la relation client ; viennent ensuite les collègues n'enseignant dans aucune des secondes de métiers proposées, puis les collègues dispensant des cours dans les métiers de la gestion administrative, du transport et de la logistique et enfin ceux des métiers de la construction durable, du bâtiment et des travaux publics.

Dans l'ensemble, les enseignants considèrent que la seconde famille de métiers ne permet pas aux jeunes d'acquérir des compétences communes à tous les métiers de la famille. Une grande majorité d'entre eux admet également que cette seconde ne permet pas une orientation plus progressive des jeunes.

Une majorité de collègues disent avoir besoin d'une formation pour mieux mettre en œuvre les compétences communes ; d'autres reconnaissent qu'ils auraient besoin d'une formation pour mieux connaître les savoirs et savoir-faire des autres métiers de la famille. Une partie quasi-équivalente des enseignants ne ressentent pas le besoin de se former afin d'intégrer la notion de famille de métiers dans leur enseignement.

5- Ressentez-vous un besoin de formation afin d'intégrer cette notion de famille de métiers dans votre enseignement ?

Les



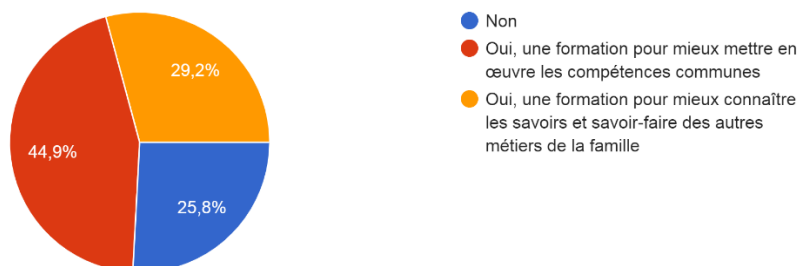
enseignants dénoncent une réforme menée trop rapidement, sans réelle concertation avec les acteurs de terrain. De ce fait, les difficultés rencontrées sont nombreuses : familles de métiers trop larges, référentiels trop denses, charge de travail des enseignants énorme, co-intervention jugée chronophage, manuels inadaptés, mise en place du chef d'œuvre et gestion de la mixité compliquées, grille horaire ne permettant pas de répondre aux besoins des élèves et des professionnels, scénarios difficiles à mettre en œuvre. A ces problèmes s'ajoute celui du niveau des élèves de plus en plus faible, élèves d'ailleurs très souvent positionnés dans un secteur et donc frustrés et démotivés car l'enseignant ne répond pas à leurs attentes en terme de savoirs et de savoir-faire.

Les professeurs jugent indispensable de pouvoir disposer de véritables temps de concertation, de coordination sur le temps de travail. Certains aimeraient bénéficier d'une formation professionnelle

aux métiers à enseigner. D'autres proposent de limiter la co-intervention en seconde et de concentrer la préparation du chef d'œuvre en première et terminale.

### Nouvelles familles de métiers aux rentrées 2020 et 2021

5- Ressentez-vous un besoin de formation afin d'intégrer cette notion de famille de métiers dans votre enseignement ?



Concernant la mise en place de nouvelles familles de métiers aux rentrées 2020 et 2021, la grande majorité des enseignants disent qu'aucun travail n'a été initié au sein de leur établissement à ce titre. De même, une large majorité de professeurs considèrent que ces secondes de métiers ne permettront pas aux jeunes d'acquérir des compétences communes à tous les métiers de la famille tout comme elles ne permettront pas une orientation plus progressive des jeunes.

Une majorité d'enseignants voudraient pouvoir bénéficier d'une formation pour mieux mettre en œuvre les compétences communes. Une partie des professeurs aimeraient suivre une formation pour mieux connaître les savoirs et savoir-faire des autres métiers de la famille. Une proportion quasi-équivalente ne ressent pas de besoin de formation en vue d'intégrer la notion de famille de métiers dans leur enseignement.

Les craintes des enseignants sont multiples. Avant tout, les professeurs pensent que la réforme a pour objectif premier de faire des économies au détriment de la qualité de la formation professionnelle. Ils ont le sentiment de perdre le sens de la formation professionnelle visant à former des professionnels qualifiés (étant donné le panel de compétences visées), formés aux métiers auxquels ils se destinent, la formation découlant de la réforme ne permettant, selon eux, qu'à former de simples « exécutants de base ». Cela pourrait en partie expliquer la réorientation de certains élèves en apprentissage. En outre, ils craignent une baisse globale du niveau d'exigences lors des évaluations, les établissements cherchant à conserver leurs élèves. Or, les professionnels ont des exigences sur lesquelles ils ne peuvent pas transiger. Enfin, les enseignants ont conscience de la volonté du gouvernement de modifier le statut des maîtres du privé, ce qui génère une crainte supplémentaire.

Les enseignants préconisent l'ajout d'heures de cours dans la grille horaire, notamment afin de préparer au mieux les élèves en grande difficulté, voire en décrochage scolaire. Ils sont favorables à l'instauration d'une année transitoire de (re)mise à niveau des élèves entrant au lycée professionnel. Ils aimeraient que les élèves puissent se concentrer sur les savoirs et savoir-faire à acquérir en lien avec leur projet professionnel. Dans ce sens, il conviendrait également de renforcer les périodes en entreprise.